

Soirée de solidarité avec le peuple palestinien

Mardi 3 juillet de 19h à 20h30
Maison des associations

2 avenue d'Alsace – Les Ulis – à côté de Pôle emploi

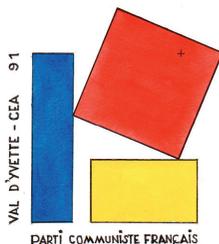
Avec la participation de : Philippe RIO,
président de l'Association Française des
Communes, Départements, et Régions pour la
Paix et maire de Grigny (91).

- Agissons pour la libération de Salah Hamouri
et des prisonniers politiques palestiniens
- Appelons à la levée du blocus de Gaza

Signez la pétition : Nous demandons
l'annulation de la saison France-Israël
<http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

Le site web de la section Yvette-CEA du PCF

Yvette-pcf.fr



Une newsletter chaque week-end

Des articles et informations sur la vie locale,
eau, hôpital, culture... Des liens vers des
informations nationales. Vous pouvez y déposer
vos commentaires et proposer des articles.



L'Humanité a besoin de vous !



<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

La Fête de l'Humanité 14-15-16 SEPTEMBRE 2018

Parc départemental Georges Valbon
La Courneuve

Les bons de soutien permettant l'entrée sur la fête
sont disponibles en pré-vente au tarif préférentiel
de 26 €, ils doivent être achetés et validés
avant le 13/09/18

Vous pouvez les commander au 06 43 58 29 07

<https://fete.humanite.fr>

L'Humanité de l'Yvette

Le journal des communistes de la vallée de l'Yvette

Le Républicain de Bures



Services publics : la charge du hussard Macron

Ce seraient eux les ennemis publics n° 1, ils seraient
la cause de tous les maux de cette sacro-sainte
« économie », alpha et oméga de nos gouvernants : les
services publics, voilà la cible à atteindre, et au premier
chef la SNCF.

Les pourfendeurs du monopole public dépeignent
une concurrence idéale et positive, qui tirerait les prix
vers le bas et garantirait la qualité du service rendu aux
usagers. « Faux » répond ce cheminot norvégien, « la
libéralisation des chemins de fer est partout négative,
c'est l'augmentation assurée des coûts et des tarifs,
le tout reposant sur un choix politique délibéré de
privatiser l'argent public. »

À ses côtés, des cheminots de tous pays (allemands,
britanniques, espagnols, belges, italiens, mais aussi
néo-zélandais) ont fait au Sénat le même constat :
partout le service public du transport souffre de la
politique du tout-rentabilité. Ainsi, en Allemagne,
modèle de la réforme gouvernementale, 19 % du
réseau n'est plus exploité depuis 2005, la dette sur les
infrastructures a regonflé à 18,8 milliards, les prix des
billets ont augmenté de 50 %. Au Royaume-Uni, 22 ans
après la dérégulation, « 70 % de l'opinion publique
est favorable à une renationalisation du rail et les
tarifs atteignent des sommes faramineuses », selon un
cheminot britannique.

Comité de Rédaction : A. Troalen, Les Ulis ; L. Schwartz,
A. Labarthe, Bures sur Yvette.

Responsable de Publication : Gabriel Laumosne,
Secrétaire de la section Yvette-CEA du PCF.

23 rue de Lattre-de-Tassigny, 91400 Orsay – yvette.pcf@gmail.com

Ils sont timbrés, ils ferment les bureaux de poste !

Un peu partout dans le pays, la direction de la Poste ferme des bureaux, restreignant l'accès des populations à ce service public. Ces fermetures, pratiquées depuis longtemps en milieu rural, touchent maintenant les grandes villes. La disparition de ces bureaux pénalise au premier chef tous ceux qui n'ont pas accès aux moyens informatiques, les personnes âgées en particulier. Et quand on ne ferme pas le bureau, on réduit les horaires d'ouverture, le plus souvent le samedi et/ou le lundi !

À Bures, on parle, pour le moment, de supprimer un des deux postes aux guichets du bureau. Mesure totalement injustifiable quand des centaines de nouveaux habitants viennent s'installer au centre-ville. N'acceptons pas cette disparition programmée ! Nous vous tiendrons informés de l'évolution de la situation.

Ils sont malades, ils ferment les hôpitaux !

Depuis de longs mois, le collectif de lutte pour le maintien des trois hôpitaux de proximité du Nord-Essonne (Orsay, Longjumeau, Juvisy) mobilise les citoyens de la région : plus de 45 000 signatures sur la pétition, plusieurs manifestations, interventions des députés, PCF en particulier, les actions se multiplient. Mais la décision de remplacer ces trois structures par un hôpital unique sur le plateau de Saclay est toujours maintenue par l'ARS (Agence Régionale de Santé), même si le financement prévu par l'Etat est loin des estimations de coût de l'opération.

Ce sont donc encore les collectivités locales, donc VOUS qui serez appelés à financer une opération qui se fera aux dépens des malades (moins 689 lits par rapport à l'existant, accès aux soins plus difficile) et des personnels hospitaliers (900 emplois à la trappe !).

Ce n'est pas ainsi que l'on placera l'hôpital public au centre d'un réseau de santé de qualité, s'appuyant sur une médecine de ville et des centres de santé municipaux, adaptés à l'accroissement de la demande de soins dans notre région.

Je signe la pétition pour dire : NON à la fermeture des hôpitaux du Nord-Essonne : Nom - Prénom - adresse - n° tél à renvoyer par courriel à : defensehopitauxpublics.pcf91@gmail.com

**Participez
aux Assises de la Santé**

Samedi 30 Juin

LCR de la Treille

Avenue de Champagne – Les Ulis

***Organisées par le Comité local
de défense des hôpitaux publics***

Jupiter et la « flat tax »

Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) rappelait qu'il y a des choses que Jupiter (E. Macron) n'oublie pas : « le service de la finance ». Parmi les mesures fiscales emblématiques qui ont été prises, arrêtons-nous sur la « flat tax » soit, en bon français de Bercy, le prélèvement forfaitaire unique de 30 % (PFU) sur les revenus du capital.

De quoi s'agit-il : d'une réforme faite pour les très riches qui encourage la fainéantise et la spéculation. La « flat tax » est à la justice fiscale ce qu'était la théorie de « la terre plate » à la géographie : une théorie erronée, néfaste et hors d'âge, mise en œuvre sous d'autres formes par les gouvernements d'extrême-droite en Autriche et en Italie.

Ce qu'il faut en comprendre c'est que les revenus du capital ne seront plus soumis au taux marginal d'imposition, progressif selon les tranches de revenus, mais à un taux fixe. Le nouveau mécanisme fait que pour les revenus faibles et moyens (quelle que soit leur origine : salaires, dividendes...) cela changera peu. Par contre pour les 0,5 % (à la louche 100 000) de foyers fiscaux qui déclarent un revenu supérieur à 200 000 € par an, cela changera. Un revenu de 200 000 € en capital paiera 15 000€ de moins que la même somme en salaires. De combien sera la ristourne pour cette catégorie de revenus (au-dessus de 200 000 €) : 1 milliard, 2 milliards, plus ? C'est difficile à prévoir, cependant (voir le site <https://gabriel-zucman.eu/flat-tax-macron/>) selon un économiste (difficilement suspecté d'être un bolchevik) ce mécanisme est une machine infernale pour le budget de l'État. Là où il a été mis en place (en Finlande par exemple) le gouvernement s'en mord les doigts.

***Dernière nouvelle : Macron
envisage de toucher à la pension
de réversion : prendre aux vieux
pour donner aux très riches !***